

LA COCOTE MINUTE COMMENCE A' SIFFLER ... LA FRANCE AUSSI !

Dominique Babeuf, décembre 2020

«Prudence», écrit Mathilde Larrère : «L'histoire appelle à l'humilité. Tous les mouvements sociaux du passé ont un point commun : leurs contemporains n'ont jamais vraiment su les anticiper». (“Après le Covid-19, l'explosion sociale ?”, La Croix du 20/11/2020).

Avant de rentrer dans le cadre de notre article, nous pensons qu'il soit intéressant de faire un bref rappel de la crise économique due au Covid. Dans une étude, **l'Observatoire français des conjonctures économiques** (OFCE) estimait à *19% la contraction du PIB mondial en avril 2020*, période durant laquelle la moitié de l'humanité a été confinée. Malgré le processus de déconfinement aujourd'hui largement amorcé et alors que le pic épidémique semble dépassé dans de nombreux pays, le FMI et la Banque Mondiale s'attendent à *une récession mondiale de grande ampleur en 2020*. Aussi, la décision de la Banque Centrale Européenne (BCE), annoncée par Christine Lagarde en juin dernier, de doubler son programme de rachat de dettes, souligne la magnitude du défi considérable qu'a posé le Covid-19 aux économies européenne et mondiale.

- Début décembre 2019, les premiers cas d'un virus alors inconnu sont signalés à Wuhan, dans la province chinoise de Hubei. Appartenant à la famille des coronavirus, il s'attaque aux fonctions respiratoires du corps humain.
- En l'espace de trois mois, il se répand dans le monde entier ; l'OMS lui attribue officiellement le nom de « COVID-19 » (pour **CO**rona**VI**rus **D**isease **2019**) le 11 février 2020.
- Un mois plus tard, le 11 mars, l'OMS requalifie l'épidémie en « pandémie ». Dans la foulée, la plupart des Etats durcissent l'accès à leurs frontières, alors que bon nombre d'entre eux imitent la Chine et instaurent des mesures de confinement de leurs citoyens.
- Début avril, *50% de la population mondiale est ainsi confinée*, soit près de **3,9 milliards d'êtres humains dans 90 pays**. L'objectif premier est d'éviter la saturation des services hospitaliers.
- Dans l'intervalle, un effondrement spectaculaire de *20 à 30% des principaux indices boursiers mondiaux*, entamé le 20 février, atteint son point le plus bas le 23 mars, avant un rebond toujours en cours, alors que les gouvernements et banques centrales réagissent rapidement à travers *des plans d'une ampleur inédite*, visant à soutenir l'économie et à rétablir la “confiance sur les marchés”.
- Face à l'effondrement de la demande mondiale d'énergie et sur fond de guerre des prix entre pays producteurs, *les cours du pétrole chutent à des niveaux jamais enregistrés depuis le début du XXIème siècle* : le 20 avril le baril tombe à 37,63 dollars le baril.
- Alors que de nombreux pays amorcent actuellement leur phase de déconfinement, *la question des conséquences économiques et financières se pose plus que jamais*, à l'heure où l'on annonce pour 2020 une récession mondiale de plus de 5%, *sans précédent en temps de paix*.
- Fin-juin, au niveau global, l'université Johns Hopkins recense près de 10 millions de cas confirmés de COVID-19, dont plus de *500 000 victimes*.

2020... même crise que 2008 ? NON!

Avant toute chose, il convient de déterminer à quel type de crise nous avons affaire et, en l'occurrence, **le choc de 2008** demeure ancrée dans les esprits comme une référence dans l'histoire économique récente. Pourtant, si certains rapprochements peuvent être faits avec la dernière crise, celle qui nous frappe aujourd'hui en diffère à bien des égards, tant par *ses causes* que par *son ampleur*. Pour ce qui est des causes, nous sommes face à *deux situations diamétralement opposées*. L'origine de la crise de 2008 étant **endogène** et de nature financière (la survalorisation de titres de créances risqués disséminés dans l'ensemble du système financier, comme les CDO¹, puis l'effondrement de leur valeur, quand celle de 2020 résulte d'un choc **exogène** (la propagation du virus), qui vient percuter *l'économie dans son ensemble, à travers* la situation de "*coma artificiel*" dans lequel elle a été plongée *de façon volontaire* pour limiter la contagion.

La récession de 2020 s'annonce par ailleurs d'une ampleur inégalée par rapport à celle de 2009. Bruno Le Maire estime à *11% la contraction du PIB français pour 2020*, plus forte baisse que connaîtrait la France en temps de paix depuis l'existence de statistiques économiques. En 2009, la chute avait été de 3% au plus fort de la « Grande Récession » et de *1% à peine en 1975*, à la suite du premier choc pétrolier. Il faut remonter à **1944 pour enregistrer une baisse plus forte, de l'ordre de 15%**. Elle avait été d'environ *7% en 1932*, au faite de la Grande Dépression. Au niveau mondial, la Banque Mondiale estime aujourd'hui la contraction du PIB à *5,2% pour 2020*, contre *1,7% en 2009*. A l'époque, l'activité avait certes ralenti, mais ne s'était *pas arrêtée pendant plusieurs semaines*.

Cette année, la contraction est estimée par la BCE à *8,7% en zone euro*, à 6% pour les Etats-Unis et le Japon. Quant aux pays émergents, avec une baisse de leur PIB estimée cette année à 2,5%, ils sont confrontés à des défis spécifiques : une lourde fuite des capitaux de 100 milliards de dollars (4 fois supérieure à celle de l'automne 2008), une chute des recettes de leurs exportations de matières premières et la difficulté à lancer des plans de relance budgétaire de grande ampleur. Leur seule planche de salut réside dans la faiblesse des prix du pétrole, qui a ralenti l'inflation et permet à leurs banques centrales de pratiquer des taux bas.

De fait, cette récession ne devrait avoir aucune commune mesure avec celle de 2008 ; en revanche, elle promet d'être plus courte, avec un rebond mécanique de 4,2% prévu dès 2021 par la Banque Mondiale (similaire à la reprise de 4,3% observée dans le monde en 2010). C'est sur la force de la réponse apportée au choc par les Etats et les banques centrales que l'on peut rapprocher les deux crises. Toutefois, on relève que la réaction en 2020 a été bien plus énergique que celle de 2008. Du côté des Etats, fin mars, le Congrès américain vote un plan de sauvetage de l'économie de **2000 milliards de dollars!** (contre près de 800 milliards en 2009). Le 27 mai, la présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, présente un plan de relance de **750 milliards d'euros** (contre un plan de 200 milliards présenté en novembre 2008).

¹ Le CDO ou Collateralised Debt Obligation est un produit financier qui s'est réellement développé fin 1990 début 2000. Les CDOs sont des titres représentatifs de portefeuilles de créances bancaires ou d'instruments financiers de nature variée.

Avant même que nous ne soyons frappés par la pandémie de COVID-19, des centaines de millions de personnes dans le monde étaient déjà payées en dessous du salaire minimum. Selon un nouveau rapport de l'*Organisation internationale du Travail* (OIT), les salaires mensuels ont baissé ou ont progressé de manière plus lente au premier semestre 2020 en raison du Covid dans *deux tiers des pays* pour lesquels on dispose de chiffres officiels. Le rapport indique également qu'à **brève échéance**, *la crise devrait faire subir aux salaires une très forte pression vers le bas*. Par ailleurs, les salaires des femmes et des travailleurs faiblement rémunérés ont été impactés par la crise de manière disproportionnée. Alors que, dans un tiers des pays pour lesquels des chiffres ont été publiés, les salaires moyens ont semblé augmenter, il ne s'agit en réalité, en grande partie, que de la conséquence du fait qu'un nombre substantiel de travailleurs faiblement rémunérés ont perdu leur emploi, ce qui fausse la courbe moyenne *puisque'ils n'apparaissent plus dans les statistiques concernant les salariés*. Dans les pays dans lesquels des mesures radicales ont été prises pour préserver le marché du travail, les effets de la crise se sont fait sentir principalement par des baisses de salaires plutôt que par des suppressions massives d'emplois. Mais jusqu'à quand?

Le **Rapport Mondial sur les salaires 2020/2021**² souligne comment tous les travailleurs n'ont pas été touchés par la crise de manière égale. Les conséquences sur **les femmes** ont été bien plus graves que sur les hommes. Selon une estimation basée sur un échantillon de 28 pays européens, on constate que, sans les subventions salariales, les femmes auraient perdu *8,1 pour cent de leur salaire* au deuxième trimestre 2020, en comparaison à *5,4 pour cent pour les hommes*. Et on nous bassine sur l' "*Egalité des sexes*", comble de l'hypocrisie!

La crise a également impacté sévèrement les travailleurs *faiblement rémunérés*. Ainsi, ceux qui ont un métier peu qualifié ont perdu un nombre d'heures travaillées beaucoup plus important que ceux qui exercent des métiers d'encadrement et qui disposent d'emplois qualifiés mieux rémunérés. En se basant sur les chiffres de cet échantillon de 28 pays européens, les auteurs du rapport ont calculé que, *sans les subventions salariales*, la moitié des travailleurs les moins bien rémunérés auraient perdu environ *17,3 pour cent de leur salaire*. Sans les subventions, la baisse du montant moyen perdu sur les salaires pour l'ensemble des travailleurs aurait été de *6,5 pour cent*. Toutefois, les subventions salariales ont permis d'en compenser *40 pour cent* de ces pertes. Peut-on penser vraiment que les divers Etats vont continuer indéfiniment à verser leurs "subventions salariales"?

«L'accroissement des inégalités entraîné par la crise du COVID-19 menace de laisser derrière elle de la pauvreté ainsi qu'une instabilité sociale et économique, ce qui serait désastreux», souligne Guy Ryder, Directeur général de l'OIT. *«Notre stratégie de relance doit être centrée sur l'humain. Nous avons besoin de politiques salariales appropriées qui prennent en considération la durabilité des emplois et des entreprises et qui s'attaquent aux inégalités ainsi qu'à la nécessité de soutenir la demande. Si nous voulons vraiment reconstruire un avenir meilleur, nous devons aussi nous emparer de questions gênantes comme, par exemple, le fait de savoir pourquoi des métiers ayant une valeur sociale élevée, à l'image de ceux des soignants et des enseignants, sont très souvent mal payés.»*

² https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_762318.pdf

Le rapport analyse aussi les systèmes de salaire minimum. Il existe un salaire minimum, sous une forme ou sous une autre, dans 90% des Etats membres de l'OIT. Mais avant même le début de la pandémie de COVID-19, le rapport signale que, de manière globale, 266 millions de personnes – *15% des salariés à travers le monde* – étaient payées à un niveau inférieur au salaire horaire minimum, soit parce que la législation n'était pas appliquée, soit parce qu'elles en étaient exclues.

Le *Rapport* passe également en revue les *tendances salariales dans 136 pays* dans les quatre années précédant la pandémie. Il souligne que la croissance des salaires réels au niveau mondial a fluctué entre *1,6 et 2,2 pour cent*. *L'augmentation la plus rapide des salaires réels* a été enregistrée en *Asie-Pacifique* et en *Europe de l'Est*, tandis qu'elle a été beaucoup plus lente en *Amérique du Nord* ainsi qu'en *Europe du Nord*, en *Europe du Sud* et en *Europe de l'Ouest*.

En **France**, il est clair que, malgré *les phrases alambiquées*, les responsables économiques et politiques commencent à se poser de sacrées questions sur la crise en cours et sur ses probables conséquences **sociales et économiques**. Ce n'est par hasard si dans la presse bourgeoise, les mots, tels que "*explosion sociale, émeutes, explosions, carnage sociale*", "*cocotte-minute prête à exploser*", apparaissent de plus en plus.

“En raison de la crise sanitaire, près de 85 % des Français craignent « une explosion sociale » dans les prochains mois et neuf sur dix se disent inquiets des conséquences économiques et sociales, selon un sondage IFOP pour Cnews et Sud Radio, publié ce jeudi. Selon ce sondage, 85 % de la population pensent que « dans les prochains mois, la France peut connaître une explosion sociale », contre 72 % en janvier 2020 et 66 % en novembre 2018. Parmi ces 85 %, 26 % pensent que cela arrivera « certainement » et 59 % « probablement »³.

Autre question qui inquiète le patronat est l'“encadrement syndical”. Nous laissons la parole à **L'Usine nouvelle**:

« L'association *Entreprise et Personnel* (un réseau d'entreprises sur le sujet des ressources humaines) s'inquiète du manque de lien avec les salariés et d'informations sur leur moral. Une situation "dangereuse" pour les mois qui viennent, estime son directeur général. *"Les DRH sont face à une boîte noire, ils ne savent pas comment les salariés vont sortir de cette période. Si le management et les organisations syndicales ne sont pas plus en proximité, on risque d'avoir des tensions majeures"*. Frédéric Guzy, directeur général d'*Entreprise et Personnel*, ne cache pas son inquiétude, en présentant le 26 novembre la note annuelle de conjoncture sociale de l'association d'entreprises. Selon les témoignages qui lui parviennent, les indicateurs habituels sur le moral des salariés ne laissent rien transparaître, les numéros verts de soutien ne sont pas utilisés, les webinaires sur "comment garder le moral en travaillant à distance" sont peu visionnés... *"Mais il y a un manque d'énergie, quelque chose qui couve"*, lui a confié un DRH. *"Avant la crise, déjà, on manquait d'indicateurs, d'acteurs de proximité capables de capter les signaux. La crise sanitaire a mis en lumière cette absence, l'a accélérée. On est incapable de savoir ce qui se passe sur le terrain, et c'est dangereux"*, analyse Frédéric Guzy. Les entreprises s'inquiètent depuis plusieurs années des **conflits sociaux qui émergent en-dehors des**

³ <https://www.20minutes.fr/societe/2912059-20201119-coronavirus-pres-85-francais-craignent-explosion-sociale-raison-crise-sanitaire>

*organisations syndicales, "considérées comme trop institutionnelles par les salariés, qui les mettent de côté". Un phénomène de "gilet-jaunisation" des salariés, qu'Entreprise et Personnel avait déjà mis en avant en 2019, et dont il craint les conséquences pour la sortie de crise. Selon Frédéric Guzy, il ne faut pas se cacher derrière les "bons" chiffres du dialogue social, qui montrent une multiplication des accords d'entreprises signés depuis le mois de mars. "Il s'agit d'un dialogue social très institutionnel, portant uniquement sur l'emploi, avec des organisations syndicales déconnectées du terrain. La crise a montré l'incapacité du dialogue social à parler du travail". Sauf dans les négociations portant sur le télétravail : "on parle enfin de l'organisation du travail, de ses conditions, du management, et même des équipements... C'est nouveau." Mais ces discussions ne concernent qu'une minorité de salariés, regrette-t-il. Entreprise et Personnel et ses adhérents aimeraient donc que les organisations syndicales se rapprochent des salariés en favorisant leur expression directe, en structurant des lieux et des moments pour recueillir leurs attentes, en particulier sur l'organisation du travail. Et en orientant leurs actions vers un syndicalisme "de services". On verra ce qu'en penseront les intéressées... La dernière réforme des instances représentatives, en concentrant la représentation syndicale sur un petit nombre d'élus, n'a pas facilité la prise en compte des attentes du terrain. "Les entreprises se rendent compte qu'avec cette hyper spécialisation des représentants, il manque quelque chose, une représentation locale", reconnaît Frédéric Guzy ».*⁴

Le décrochage du salaire moyen en France est encore passé inaperçu, mais il devrait prochainement être *le phénomène social le plus marquant de l'année 2020*. Il s'agit de l'une des conséquences majeures de la crise du coronavirus, et probablement l'un des préludes les plus visibles d'une grande correction sociale qui ne fait que commencer en France. L'année 2020 devrait être marquée par plusieurs événements sociaux majeurs : un décrochage puissant de la masse salariale qui se traduira par un décrochage du salaire moyen français. Ces deux phénomènes extrêmement rares font entrer le pays dans une *zone politiquement inconnue*, car nul ne sait comment les Français, et singulièrement les salariés du secteur privé, réagiront à ces replis violents.

Le point le plus inquiétant est aussi le plus invisible à l'oeil nu : *l'effondrement brutal de la masse salariale du secteur privé* qu'anticipe le réseau des URSSAF (l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale). Selon les prévisions livrées courant juin, l'effet de la récession et du confinement sur les salaires du secteur privé devrait être *"redoutable"*. La masse salariale a donc diminué de 10% en un mois, et de plus de 7% par rapport à l'année précédente. En tendance longue, le phénomène pourrait être redoutable même si les officines statistiques peinent à le quantifier aujourd'hui. On remarquera tout de même que la Commission des Comptes de la Sécurité Sociale n'est guère plus optimiste. Son rapport a abordé la question de la masse salariale en termes carrés : *"Cette prévision repose sur une hypothèse de baisse en volume du PIB de 11% et une diminution de la masse salariale du secteur privé de 9,7%."*

⁴ <https://www.usinenouvelle.com/editorial/les-employeurs-ont-ils-perdu-le-contact-avec-leurs-salaries.N1033189>

Autrement dit, alors que l'ACOSS ne prévoit qu'une baisse tendancielle sur l'année de 0,1% de la masse salariale, les rédacteurs du rapport sur les comptes de la Sécurité Sociale sont bien au-delà, à près de **10% de baisse**. Voilà qui fait une sacrée différence!

La Commission des Comptes de la Sécurité Sociale poursuit son travail d'analyse des conséquences de la crise sur le salaire moyen par tête, en notant que le *maintien du chômage partiel contribue à diminuer les dégâts*. “*Ces hypothèses prévoient un recul très important de l'emploi total (1,2 million d'emplois perdus fin 2020 par rapport à fin 2019 ; baisse de 4,1% pour le seul emploi salarié), en raison des destructions d'emplois liées à la chute brutale d'activité induite par les mesures de confinement et les restrictions aux échanges internationaux. Cette diminution de l'emploi total resterait plus limitée que celle de l'activité, grâce au recours massif des employeurs à l'activité partielle financée par l'Etat et l'Unedic. Pour la même raison, le salaire moyen baisserait de 5,7%, l'allocation versée aux salariés dans ce dispositif n'étant pas considérée comme un salaire soumis à cotisation mais comme un revenu de remplacement*”. Chauffe Marcel!

Voilà qui n'est pas neutre ! 1,2 million d'emplois perdus en 2020, et une baisse du salaire moyen par tête de **5,7%** (c'est-à-dire de la masse salariale divisée par le nombre de salariés). Ce décrochage devrait faire du bruit dans les chaumières. Un décrochage inédit dans l'histoire économique. Ces chiffres donnent une représentation assez claire du désastre social qui va frapper la France. Les conséquences de la pandémie, qui interviennent dans un contexte qui était, contrairement aux affirmations répandues dans la presse, très dégradé, nous feront entrer en zone absolument inconnue, tant en termes sociétaux que politiques. Pour mémoire, la crise de 2008 avait causé une baisse de la masse salariale en 2009 de 1,3%. On peut compter sur des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires d'ici à la fin de l'année. La bourgeoisie française peut-elle gérer cette crise de façon ... fluide dans les mois à venir. Dans tous les cas, la crise se traduira par une augmentation du *chômage*, un *plongeon des recrutements* et une *modération salariale imposée* par la trésorerie des entreprises. Les premiers événements survenus dans nos banlieues ces dernières semaines montrent que les quartiers dépendants de l'économie parallèle sont déjà fortement affectés par la crise. Rien ne garantit qu'un épaississement des difficultés ne se traduise pas par des mouvements d'humeur tout aussi violents que ceux que Dijon a connus. Une interrogation apparaît donc sur la capacité de la bourgeoisie française à maîtriser la situation dans un contexte politique dégradé.

LA TEMPETE PARFAITE

Avec 800 000 suppressions d'emplois attendues en France d'ici la fin de l'année, selon l'Insee, la pauvreté gagne du terrain en raison de la pandémie de Covid-19. La crise sanitaire se double plus que jamais d'une crise sociale.

*“La crise était sanitaire. Elle est désormais sociale. « Pour la première fois depuis longtemps, il va y avoir des gens qui n'auront plus rien à perdre », s'inquiète Bruno Bonnell, député LREM de Villeurbanne (Rhône). Car le choc économique et social post-coronavirus s'inscrit dans une montée de la radicalité depuis plusieurs mois. Le confinement a suspendu la contestation sociale. Il n'y a pas mis fin après plusieurs mois marqués par le bras de fer entre le gouvernement et les organisations syndicales à la SNCF, dans les hôpitaux, et les tensions liées à la réforme des retraites. Par petits groupes, des Gilets Jaunes ont déjà fait leur retour. Le morcellement syndical pousse aussi à la surenchère. Tout comme la menace de plans sociaux dans les derniers fleurons industriels français : l'automobile et l'aéronautique. Le gouvernement le sait, il marche sur des œufs”.*⁵

Chaque jour, un peu plus de Français tombent dans la pauvreté. La crise sanitaire provoquée par la pandémie de coronavirus a entraîné dans sa roue une crise sociale toujours plus dure . Alors qu'une deuxième vague du Covid-19 frappe , les dégâts sociaux collatéraux pourraient bien se poursuivre encore de longs mois, avec de plus en plus de personnes contraintes de faire appel à l'aide alimentaire et au **revenu de solidarité active** (RSA). Les chiffres fournis par le *Secours Populaire* donnent le tournis : 1,2 million de personnes supplémentaires ont été aidées par l'association de mi-mars à fin août, soit une augmentation de 50 % par rapport aux années précédentes. Au total, ce sont plus de 5 millions de Français, selon une estimation du ministre de la Santé, Olivier Véran, qui ont désormais recours à l'aide alimentaire. La population jeune active est surreprésentée parmi ces nouveaux arrivants, ainsi que les étudiants. *“Ce sont des couples de jeunes commerciaux, par exemple, qui avaient un très bon salaire avec les primes, qui se sont retrouvés à devoir vivre avec un Smic du jour au lendemain et qui ne peuvent pas assumer leurs charges courantes, détaille Houria Tareb. Ce sont aussi des jeunes étudiants qui avaient d'ordinaire des petits boulots, notamment dans la restauration, mais qui n'ont pas pu continuer et qui se retrouvent avec des ressources financières qui passent de 600 euros par mois à zéro”.*

À côté de l'aide alimentaire, le Secours populaire voit les demandes d'aide au logement exploser, tout comme les demandes d'aide financière. *“Aujourd'hui, nous aidons financièrement des personnes qui ont un salaire, poursuit Houria Tareb. J'ai connu des situations dramatiques, mais la particularité de celle-ci est qu'elle s'inscrit dans le temps. Contrairement à la crise de 2008, on n'arrive pas à voir le bout du tunnel”.*⁶

⁵ <https://www.ouest-france.fr/economie/commentaire-la-crainte-d-une-crise-sociale-inedite-6854931>

⁶ <https://fr.style.yahoo.com/covid-19-cons%C3%A9quence-crise-sanitaire-083032603.html>

Un constat partagé par les départements de France qui ont vu les inscriptions au revenu de solidarité active (RSA), dont ils ont la charge, bondir ces derniers mois. Ainsi, les dépenses consacrées au RSA ont augmenté de 9,2 % entre août 2019 et août 2020, selon l'Assemblée des départements de France qui se base sur un échantillon de quinze départements. Dans l'Aisne, le nombre d'allocataires du RSA est passé d'environ 17 600 en début d'année à 18 500 en juillet 2020, soit une hausse de 5,11 % et la facture RSA est en hausse de 9,19 % par rapport à août 2019.

À Paris, les personnes inscrites au RSA sont passées d'environ 62 000 à 68 000 personnes entre janvier et juillet 2020, soit une augmentation de 11 %. Les récentes prévisions budgétaires pour l'année 2020 font état d'un montant global de 393 millions d'euros consacrés aux allocations du RSA, quand ce budget était de 364 millions d'euros en 2019. Dernier exemple avec le Val-de-Marne, où l'arrêt de l'aéroport d'Orly et la nette chute d'activité du marché de Rungis ont eu un impact majeur. Les allocataires RSA ont ainsi augmenté de 10 %, passant de 42 000 en janvier à 46 000 en septembre, avec une accélération lors des cinq derniers mois de l'ordre de +15 %.

"Je n'ai jamais vu une hausse des allocataires aussi forte", abonde Léa Filoche, adjointe à la maire de Paris, en charge des solidarités, de la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion, contactée par France 24. *"Mais ce qui m'inquiète le plus, c'est qu'il s'agit probablement de jeunes qui avaient des petits contrats dans l'hôtellerie, dans la restauration, dans l'événementiel ou le tourisme. Or, ces secteurs ne vont pas reprendre tout de suite. Tous les signaux sont au rouge."*

D'autant que les départements n'ont pas les reins assez solides pour assumer financièrement la hausse des demandeurs du RSA. L'État prend à sa charge le versement des allocations via des transferts financiers en direction des départements, mais en partie seulement. Ainsi, dans la capitale, le taux de compensation était de 72 % en 2019, mais ne devrait être que de 66 % en 2020, soit 130 millions d'euros qui ne seront pas compensés par l'État, selon la mairie de Paris. La France compte 5,3 millions de pauvres si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 9,3 millions si l'on utilise le seuil de 60 %, selon les données 2018 (dernière année disponible) de l'Insee. Dans le premier cas, le taux de pauvreté (la part de personnes pauvres dans la population) est de 8,3 % et dans le second, de 14,8 %. Après avoir atteint un point bas entre 2002 et 2004, la pauvreté a connu 15 années de lente progression, en dehors d'un court répit en 2013. Alors que la croissance tournait déjà au ralenti, la crise financière de 2008 a encore accentué les difficultés économiques des moins bien lotis. Au total, entre 2002 et 2018, les taux de pauvreté aux seuils de 50 % et 60 % du niveau de vie médian ont augmenté parallèlement : de 1,6 et 1,7 point respectivement. Le nombre de personnes pauvres a quant à lui augmenté de 1,4 million pour le premier indicateur (+ 35 %) et de 1,7 million pour le second (+ 23 %).

Entre 2012 et 2017, le taux et le nombre de pauvres semblaient malgré tout stabilisés du fait du léger mieux de l'emploi. Le nombre de personnes pauvres a diminué de 220 000 personnes au seuil de 50 % au cours de cette période. La principale amélioration s'est produite en 2013 et résulte notamment de la hausse de 25 euros mensuels du RSA. Si on utilise le seuil de pauvreté à 60 %, le nombre de personnes pauvres a en revanche augmenté de 129 000 sur ces cinq années. Pour l'année 2018, la forte augmentation est liée en partie à la baisse des allocations logement en 2017. Pour les

habitants du logement social, la baisse de niveau de vie a été, il est vrai, compensée par une diminution du loyer, qui ne figure pas dans ces données.

La situation était déjà délicate avant la crise de la Covid-19. Les premières estimations de l'Insee pour 2019 situent le taux de pauvreté à 14,5 % au seuil de 60 % du niveau de vie médian, soit une baisse de 0,3 point par rapport à 2108. Le taux de pauvreté à 50 % diminuerait de 0,1 point pour se situer à 8,2 %. Cette légère amélioration résulterait notamment de l'augmentation de la prime d'activité versée aux salariés les plus modestes, suite au mouvement des Gilets Jaunes. Attention toutefois à interpréter ces évolutions annuelles avec grande prudence. Les variations sont trop faibles pour être significatives, précise l'Insee qui note que le taux de pauvreté est connu à 0,3 point près.

La crise sanitaire actuelle va avoir un impact majeur. Nombre d'indépendants et de salariés précaires ont vu leurs revenus chuter et vont basculer dans la pauvreté. Comme après la crise de 2008, la progression du chômage va alimenter la pauvreté, notamment du fait de la faiblesse des indemnités. Une bonne partie des jeunes n'ayant pas assez cotisé pour être indemnisés du chômage vont se retrouver en grave difficulté. Les générations qui arrivent sur un marché du travail à l'arrêt, sauf les plus diplômés, vont souvent trouver porte close. Les données pour l'année 2020 ne seront connues qu'en 2022, mais on voit mal comment elles pourraient ne pas être marquées par une forte croissance du nombre de personnes pauvres.

Combien de pauvres en France ?

| | Seuil de pauvreté en euros par mois | Nombre de personnes pauvres | Taux de pauvreté en % |
|--|--|--------------------------------|-----------------------------|
| Seuil de pauvreté de 40 % du niveau de vie médian | 708 | 2,2 millions | 3,4 |
| Seuil de pauvreté de 50 % | 885 | 5,3 millions | 8,3 |
| Seuil de pauvreté de 60 % | 1 063 | 9,3 millions | 14,8 |

*(Lecture : si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian, soit 885 euros par mois pour une personne seule, 5,3 millions de personnes sont pauvres, soit 8,3 % de la population.
Source : Insee – Données 2018 – © Observatoire des inégalités)*

DOSSIER FRANCEINTER - Moins de 1 063 euros par mois, seuil "officiel" de pauvreté en France (<https://www.franceinter.fr/societe/huit-chiffres-ou-graphiques-pour-comprendre-l-etendue-de-la-pauvrete-en-france>)

Là encore, le pourcentage choisi change la donne. Mais il est considéré qu'en dessous de 885 à 1 063 euros de revenus par mois, une personne seule franchit le seuil de pauvreté. Évidemment, ce chiffre évolue selon la composition du foyer : 9 euros par jour pour les bénéficiaires du Secours Catholique. Une fois les dépenses contraintes déduites (loyer, factures d'eau, d'énergie, assurances, etc.) la moitié des personnes aidées par le Secours Catholique vivent avec, en moyenne, moins de 9 euros par jour. Ce "reste pour vivre" doit financer la nourriture, les vêtements, les produits d'hygiène et certaines familles sont face à des "choix impossibles" alerte le dernier rapport de l'Association, qui **porte sur ses chiffres de 2019, soit avant la pandémie et la crise économique qu'elle entraîne**. L'Association a aidé en 2019 1,4 million de personnes, dont plus de 650 000 enfants. Le niveau de vie médian de ces personnes s'élève à 537 euros, bien en-dessous du seuil de pauvreté fixé en 2018 à 1 063 euros. Conséquence de la crise sanitaire, le gouvernement s'attend à une hausse moyenne de 8,7% des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en 2020, comme l'a indiqué fin octobre le ministre des Comptes publics, Olivier Dussopt. Une déclaration faite à l'Assemblée, lors d'un débat technique sur les ressources des départements, sur lesquels pèse la charge du RSA. Ce chiffre cache d'importantes disparités puisque ces hausses peuvent être minimales comme massives selon les départements.

18% des Français ne peuvent pas boucler leur budget sans être à découvert à la fin du mois, **dont 8% craignent de basculer dans la précarité**, selon le dernier baromètre réalisé par Ipsos pour le compte du Secours Populaire. Au sein de ce même panel représentatif, près d'**un interrogé sur trois rencontre des difficultés à régler ses dépenses d'énergie** (électricité, chauffage). 40% des Français, dont 64% des plus modestes se restreignent sur la qualité de leur alimentation pour une question d'argent. Certains vont même jusqu'à restreindre les quantités ou sauter des repas (14% des interrogés). Entre 1986 et aujourd'hui, le nombre de repas servis par les Restos du Cœur a été multiplié par 16. Et ce chiffre, **après une petite chute en 2016, ne cesse d'augmenter depuis 2017**. Actuellement, l'association, fondée par Coluche, sert plus de 136 millions de repas (c'était le chiffre en 2019), c'est 30% de plus qu'au début de la décennie. La moitié des personnes qui accèdent à l'aide des Restos a moins de 25 ans, alertait l'association mi-octobre.

Avec le confinement, de façon générale, le recours à l'aide alimentaire aurait augmenté de "*plus de 30%*" dans les grandes métropoles, d'après un responsable des Restos du Cœur à France Info. On estime qu'au moins **huit millions de personnes bénéficient, en France, de l'aide alimentaire**. Alors que la dernière enquête officielle de l'Insee date de 2012, la Fondation Abbé-Pierre a récemment tenté d'actualiser les chiffres du nombre de sans-abris. Dans une note publiée mi-novembre, l'association comptabilise au moins 300 000 personnes sans domicile, soit plus du double des 143 000 comptabilisés dans la dernière enquête de l'Insee en 2012. Dans le détail, l'association compte **185 000 personnes qui vivent en centres d'hébergement, 100 000 dans des lieux d'accueil pour demandeurs d'asile, 16 000 dans des bidonvilles et au moins 27 000 personnes sans abri**, auxquelles la Fondation additionne celles et ceux que certaines municipalités comptabilisent en organisant des "Nuits de la solidarité" : 3 600 à Paris, 1 600 à Montpellier, 1 000 à Rennes. Les personnes sans domicile sont souvent des hommes seuls, avec une forte proportion d'étrangers, note l'association. Mais **la part des femmes et des familles ne cesse d'augmenter**.

Une chose est sûre : les nouvelles ne sont pas bonnes pour la bourgeoisie!